fait mention de cet édifice public, que l'on a acheté ensuite, et l'on croyait alors qu'il valait mieux en construire un neuf?—Après mûre considération, nous avons cru que c'était un excellent édifice; et lorsqu'on y aura fait quelques dépenses pour l'améliorer, on verra qu'il est admirablement adopté à cette fin.

309. Avez-vous quelque idée des frais qu'il faudra y faire?—Le contrat qui a été passé est, je crois, de quatre à cinq mille piastres.—Nous nous proposons de le vendre aussitôt que nous en trouverons le prix.

310. Avez-vous fait quelques démarches pour le vendre?—Oui.

311. Je crains qu'on ne l'ait acheté que par favoritisme?—Je ne le pense pas.

M. Holton dit:—Je pense que ç'a été un bien mauvais placement pour le pays. Au lieu d'avoir un édifice convenable pour subvenir aux besoins d'un grand port, on a un édifice très-incommode, très-mal situé, et qui vous coûtera à la fin plus que n'aurait coûté la construction d'un édifice parfaitement adopté aux besoins du port.

M. Tilley dit:—Le gouvernement en a jugé autrement. Il est admirablement adopté au but pour lequel il a été acquis.

M. LANGTON est interrogé de nouveau.

312. *Par M. Mackenzie.*—Voyez à la page 185 des comptes publics. J'y vois un item sous le titre "Nouvelle-Ecosse, pour ouvrage fait à la route postale de Liverpool et Annapolis." Il n'a été voté aucun crédit pour cela, n'est-ce pas?—Je ne puis le dire sans me rafraîchir la la mémoire.

—Je suis presque sûr qu'il n'a pas été voté de crédit pour cette fin. Qu'a à faire le gouvernement fédéral avec cette route?

L'honorable Dr. Tupper dit:—Je ne faisais pas partie du gouvernement à l'époque où le budget a été préparé, et par conséquent je ne puis répondre; mais je suppose que c'est un chemin de colonisation.

M. Mackenzie.—Dans ce cas, il devrait être fait aux frais de la province. Nous n'entretions pas de chemins de colonisation.

313. *Par l'honorable M. Tilley.*—POUVEZ-VOUS dire si l'on se propose de faire de nouvelles dépenses sur cette route cette année?—Non, il ne doit pas y en avoir, je ne sais pas comment cet item se trouve là. Je pense qu'il y a été mis avec le crédit voté pour les chemins.

M. WALSH est interrogé de nouveau.

314. *Par l'honorable M. Holton.*—Il a été dit au comité que les contrats pour les traverses sur les deux sections supérieures de l'Intercolonial ont été donnés à des prix beaucoup plus élevés que sur les sections inférieures, sous prétexte qu'il fallait aller chercher le bois de l'autre côté de la rivière. Est-ce le cas?—Un peu plus élevés, mais j'ai oublié les prix.

315. Les conditions de ces contrats ont-elles été modifiées de quelque manière afin de permettre aux entrepreneurs de fournir du bois de qualité inférieure à celle spécifiée dans le contrat primitif?—Pas que je sache. Les contrats ont été rédigés et signés conformément aux spécifications.

On m'a dit qu'un changement avait été fait afin de permettre de prendre du bois de qualité inférieure au lieu de cèdre, tel que stipulé d'abord.—Au contraire, les entrepreneurs auraient été bien aises de ne nous donner rien que du cèdre, mais nous les avons restreints à 15 pour cent de cèdre; le reste du bois devait être de différentes espèces.

La chose est simplement celle-ci: Qu'on a adjugé des contrats à des individus à des prix très-élevés pour ces sections, à cause de la distance qu'ils avaient à parcourir pour obtenir du bois de l'espèce spécifiée dans le contrat, et que depuis que leurs soumissions ont été acceptées, on leur a permis de fournir du bois d'espèce inférieure, que l'on peut obtenir plus près et sans traverser la rivière. C'est là ce qu'on m'a dit?—Ce n'est pas le cas.

Le témoin ajoute:—Si nous devons continuer au sujet des affaires de l'Intercolonial, j'aimerais à donner une explication avant d'aller plus loin. En relisant les rapports imprimés des délibérations du comité, au sujet de la section No. 20, je vois que l'on a fait sans le vouloir une injustice au *MM. Jackson*, et j'aimerais à exposer les choses telles qu'elles sont. L'acte de l'Intercolonial prescrit que les commissaires adjudgeront les entreprises à ceux qui leur